

LES CHIFFRES DU MOIS

Plus de **530 millions**
d'euros de jade et de pierres précieuses
ont été échangés lors de la vente annuelle birmane.

Parallèlement, au moins **12** glissements de terrain
dans les mines de jade ont fait des centaines de victimes
depuis le début de l'année.



Selon les rares chiffres officiels disponibles,
seuls **5%** des **600.000** automobilistes sont assurés,
dans ce pays de plus de 50 millions d'habitants où les ventes
d'automobiles neuves explosent.

Plus de **20 000 personnes** dans l'état d'Arakan ont été
évacuées ou ont perdu leurs maisons à cause des fortes pluies
qui se sont abattues sur l'état ce mois-ci.



800 tonnes de bois illégal ont été saisies cette année
dans la division de Sagaing. Malgré les contrôles, le trafic
illégal de teck et autre bois précieux est en hausse.

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



Le recensement de la population birmane contredit les théories de Ma Ba Tha. Le 21 juillet, le gouvernement birman a publié les résultats du recensement mené il y a plus de 2 ans. Un rapport partiel était sorti en 2015, mais il n'incluait pas les statistiques religieuses et ethniques du pays pour ne pas "attiser les tensions religieuses". Les résultats complets contredisent les prédictions de Ma Ba Tha qui misait sur une hausse de la population musulmane pour accréditer sa théorie d'une "islamisation de la Birmanie". En effet, les statistiques montrent une baisse de la population musulmane, passée de 3,9% en 1983 à 2,3% en 2014.

Ces chiffres n'incluent pas le million de musulmans de l'État d'Arakan - principalement rohingyas - qui a été exclu du recensement en 2014. S'il avait été pris en compte, la population musulmane de Birmanie serait tout de même en baisse. Sur ses 51 millions d'habitants, la Birmanie compte aujourd'hui 90% de bouddhistes, 6% de chrétiens (3,9% en 1983) 0,5% d'hindous et 0,8% animistes. Il s'agit du premier recensement depuis plus de 30 ans.

La LND s'attaque aux confiscations de terres. Le 6 juillet, le président de la commission parlementaire a indiqué que le Parlement avait reçu 2 000 plaintes sur des confiscations de terres pendant les 5 premiers mois au pouvoir du gouvernement de la LND. Celles-ci s'ajoutent aux 6 000 cas en suspens qui avaient été déposés auprès du Parlement précédant. Le même jour, une manifestation de paysans a eu lieu dans la division de Bago pour demander le retour de leurs terres confisquées 25 ans auparavant. Les manifestants ont décidé d'organiser cet événement après avoir appris que le gouvernement avait, dans d'autres régions du pays, rendu des terres confisquées à leurs propriétaires. Le gouvernement a par ailleurs déclaré que d'ici la fin du mois plus de 160 km² de terres seraient restituées.

La Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) annonce un plan de 5 ans pour l'économie birmane. Le 29 juillet, la LND a publié les 12 points clés de son programme économique. Bien que les 3 pages présentées soient assez vagues, une ligne directrice était attendue depuis longtemps. La priorité numéro 1 du gouvernement qui veut construire un « pays fédéral démocratique » sera donc la réconciliation nationale associée à une redistribution équitable des ressources naturelles entre les états et les régions de Birmanie. Le plan économique qui devrait être « centré autour du peuple », identifie également 11 objectifs pour le développement industriel : l'amélioration de l'énergie, l'électricité, les transports, la qualification de la main d'œuvre, l'accès aux terres etc.





600 noms retirés de la black liste, des milliers toujours inclus. Sous la dictature une liste d'environ 8 000 personnes a été créée pour les empêcher d'accéder ou de séjourner en Birmanie (cette liste n'inclue pas les personnes recherchées par INTERPOL). Le 25 juillet des organisations de la société civile birmane ont écrit une lettre à Aung San Suu Kyi pour demander la publication du nom des activistes blacklistés ainsi que la restauration de leur citoyenneté pour leur permettre de participer à la transition démocratique. Le 28 juillet, 607 birmans et étrangers ont été retirés de cette liste, soit 7,5% des personnes concernées. Le ministre de la population et de l'immigration a déclaré aux médias que les personnes qui « contribuent au mérite du pays » seraient peu à peu retirées. Il a toutefois refusé de donner plus de précisions.

Après 100 jours au gouvernement, quel bilan pour la LND ? Le gouvernement a fait de la réconciliation nationale sa priorité, mais les organisations internationales ont exprimé leur déception quant à la stagnation des réformes constitutionnelle et législative, aux politiques économiques vagues et à la poursuite des discriminations à l'égard des minorités Rohingyas. Plus précisément :

- L'amendement de la constitution de 2008, élément clé du programme de la LND, est en suspens tant que le processus de paix n'aura pas avancé ;
- Malgré des propositions d'amendements de certaines lois répressives utilisées pour arrêter ou harceler les activistes, la plupart sont toujours en place ;
- La Birmanie s'est engagée à ratifier un certain nombre de traités internationaux, mais très peu d'efforts ont été faits dans cette direction ;
- Malgré l'amnistie du président en avril 2016, 160 personnes attendent leur procès pour des motifs politiques et 123 prisonniers politiques sont toujours emprisonnés ;
- Le gouvernement birman refuse toujours d'utiliser le terme « Rohingya » et les violences et discours de haine à l'égard de la minorité persistent ;
- Les exactions de l'armée birmane contre les populations civiles continuent en toute impunité dans les États d'Arakan, Kachin, et Shan ;
- Pendant sa campagne, la LND s'était engagée à mettre fin aux violences et aux formes d'harcèlement dont sont victimes les femmes, toutefois elle a échoué à faire passer les lois indispensables, à amender les lois discriminantes et à lancer des campagnes de prévention. Par ailleurs la participation des femmes au processus de paix est toujours très limitée ;
- Les améliorations relatives à la liberté d'expression se poursuivent mais les autorités ont imposé des restrictions sur les sujets sensibles comme les critiques qui visent les militaires ou les accusations de violations des Droits de l'Homme. Par ailleurs, l'accès des médias aux institutions est limité.
- Le bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme n'a toujours pas été ouvert.





Au mois de juillet les affrontements se sont poursuivis dans l'État Shan. Les combats ont persisté entre l'armée Shan du sud (RCSS) et l'armée Ta'ang (TNLA). Le 14 juillet, le parlement régional de l'État Shan a approuvé une proposition urgente demandant au gouvernement d'intervenir pour mettre fin au conflit qui sévit également entre l'armée et les groupes ethniques armés du nord du pays. Au mois de juillet au moins 670 personnes ont dû fuir leurs villages et 1 homme a été tué par l'exposition d'une mine anti personnelle.

L'armée birmane admet l'implication de militaires dans le meurtre de 5 villageois. Un petit groupe de personnes, soupçonnées d'être liées à un groupe ethnique armé, a été arrêté par l'armée birmane au mois de juin pour être interrogé, mais 5 ont été tués. Lors d'une conférence de presse le 20 juillet et pour la première fois depuis des décennies, l'armée a admis la responsabilité de soldats dans le meurtre de ces civils. Elle a indiqué que les auteurs de ces crimes seraient jugés par le tribunal militaire et que le verdict serait rendu public. Aucune information n'a toutefois été donnée quant au nombre de personnes poursuivies ni quant aux charges retenues contre elles.

Amnesty International demande la relocalisation d'une usine d'acide implantée dans un village à 50 mètres d'une école. Malgré son impact environnemental et les risques pour la santé des villageois, cette usine a repris ces activités au mois de juin après une coupure imposée par les autorités. Elle est détenue par un conglomérat militaire lui-même géré par l'armée birmane. Le ministre régional de la division de Sagaing a déclaré ne pas avoir le pouvoir de la faire fermer ou de la relocaliser avant qu'une évaluation officielle des risques environnementaux ne soit menée.



LES FOCUS DU MOIS**L'ORGANISATION EXTRÉMISTE MA BA THA ENFIN POINTÉE DU DOIGT EN BIRMANIE**

L'organisation bouddhiste ultranationaliste Ma Ba Tha fait depuis le début du mois de juillet l'objet de vives critiques. Alors que sous le gouvernement de Thein Sein elle agissait en toute impunité, elle commence à être pointée du doigt par le gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) pour ses discours de haine et ses incitations à la violence contre les minorités musulmanes. Jusqu'à présent, peu de personnes semblaient disposer à hausser le ton contre l'organisation extrémiste, mais les événements de ces 3 dernières semaines semblent enfin marquer un tournant.



Le premier ministre (LND) de la région de Rangoun, Phyo Min Thein, un proche d'Aung San Suu Kyi, a déclaré que l'organisation Ma Ba Tha n'était « pas nécessaire » puisque la Birmanie disposait déjà d'une autorité bouddhiste à l'échelle étatique : le Comité Sangha Maha Nayaka. En réaction, Ma Ba Tha a menacé d'organiser une grande manifestation contre le gouvernement s'il ne réprimandait pas Phyo Min Thein et ne condamnait pas ses propos avant le 14 juillet. La LND n'a pas cédé au chantage et Ma Ba Tha a renoncé à ses menaces, préférant annoncer que la déclaration du ministre de Rangoun semblait être un commentaire isolé, qui ne reflétait en rien la position du gouvernement.

Toutefois, le 12 juillet, le Comité Sangha Maha Nayaka a désavoué publiquement Ma Ba Tha, déclarant que l'organisation ne fonctionnait pas en accord avec les règles monastiques du Comité et que celui-ci ne l'avait jamais reconnue comme un groupe officiel. Le 14 juillet, à l'issue de 2 jours de réunion avec les représentants des supérieurs bouddhistes, le ministre birman des Affaires Religieuses a surenchérit en déclarant : « Le futur de Ma Ba Tha pourrait être incertain s'il diffuse des discours de haine créant des conflits interreligieux [...] ou interraciaux. ». Il a ensuite demandé au Comité de prendre des mesures à l'encontre des membres de Ma Ba Tha impliqué dans des discours de haine susceptibles de « provoquer de l'animosité et des conflits au sein du peuple birman », ajoutant « il est vraiment important d'avoir de la stabilité et du développement dans le pays ».

C'est ensuite la société civile birmane qui s'est mobilisée contre l'organisation. L'association Thet Da Saunt, a déposé une plainte devant les autorités de Rangoun pour diffamation. La poursuite concerne une manifestation organisée en 2015 par Wirathu, figure de proue de Ma Ba Tha, pendant laquelle il avait traité le Rapporteur Spéciale pour les Droits de l'Homme de « pute », après qu'elle ait dénoncé l'adoption de lois discriminantes sur la protection de la race et de la religion.



Enfin, depuis le début du mois, de nombreuses personnalités de la communauté bouddhiste ont condamné Ma Ba Tha, probablement pour s'en distancer. Plusieurs moines ont indiqué qu'ils avaient initialement perçu l'organisation comme protectrice du bouddhisme puis s'étaient rendu compte que l'organisation était radicale et très proche de l'USDP, le parti politique lié à l'armée. « La majorité de la communauté Sangha [communauté spirituelle birmane] ne soutient pas Ma Ba Tha mais alors que les bons moines disciplinés gardent le silence et évitent les disputes, les moines de Ma Ba Tha sont vaniteux. », a déclaré le responsable d'un monastère de Mandalay au journal Myanmar Now. Un des leaders de la révolution de Safran, a aussi dénoncé la mauvaise influence de Ma Ba Tha qui « crée des désaccords entre les moines », et ajouté « ils doivent arrêter leur travail car ils vont à l'encontre de la volonté de la majorité des moines ».

Les annonces du mois de juillet laissent espérer que le gouvernement de la LND prendra bientôt des mesures concrètes.

EN BIRMANIE, LES NÉGOCIATIONS DE PAIX APPROCHENT ET LES GROUPES ARMÉS ETHNIQUES SE DEMANDENT CE QU'IL LEUR RESTE À OFFRIR

Le 17 juillet, Aung San Suu Kyi, Conseillère d'Etat en Birmanie, s'est entretenue avec les responsables de l'UNFC, une coalition de 11 organisations ethniques armées, destinée à représenter l'ensemble des groupes ethniques lors des négociations avec le gouvernement birman. L'objectif de la rencontre était de définir le cadre des discussions de paix qui auront lieu lors de la conférence de Panglong du XXIème siècle, à la fin du mois d'août.

Lors de leur entretien, le secrétaire général de l'UNFC, Khu Oo Reh est apparu contrarié par les propos d'Aung San Suu Kyi. Elle aurait demandé aux groupes ethniques armés de « s'abstenir de demander », mais plutôt de « considérer ce qu'ils pourraient offrir » pendant la conférence de Panglong.

En réponse, Khu Oo Reh a déclaré « regardez les états peuplés par les minorités ethniques. Nous avons presque tout perdu [...] Dans cette situation qu'est-ce qu'ils attendent de nous ? Que nous reste-t-il à offrir ? ». « Allez observer les états qui ne sont pas de l'ethnie birmane. Les montagnes sont aplaties, les plaines deviennent désertiques, les rivières, les ruisseaux et les mares s'assèchent. Nos villages sont détruits, et notre peuple doit fuir dans la jungle et les montagnes. Nos ressources minérales s'épuisent et il n'y a plus de forêts d'arbres et de bambous. Maintenant que voulez-vous de plus de nous ? » a-t-il rajouté.

Sur 21 groupes ethniques armés en Birmanie, 8 ont accepté de signer l'accord « national de cessez-le-feu

» du gouvernement de Thein Sein en octobre 2015, 6 ont été exclus d'office par l'armée birmane et 7 ont refusé de signer, dénonçant notamment ce manque d'inclusion. Les conflits avec l'armée birmane sont toujours actifs, et les affrontements entre groupes armés ethniques, rares jusqu'à 2015, sont de plus en plus fréquents. Les négociations de paix apparaissent donc comme l'enjeu principal du gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), au pouvoir depuis un peu plus de 100 jours.

Pour l'UNFC et la majorité des groupes ethniques armés, le nouveau gouvernement de la LND doit donc mener des discussions de paix inclusives s'il souhaite qu'elles aboutissent à un véritable état fédéral. Toutefois, l'armée birmane a fait connaître sa position sur le sujet au mois de mai, déclarant qu'elle refusait de négocier avec l'armée ta'ang, l'armée kokang et l'armée d'arakan tant que celles-ci ne déposeront pas les armes. Mais cette exigence ne peut pas être acceptée par les 3 armées ethniques qui sont systématiquement les cibles d'offensives et de violations des droits de l'homme par l'armée birmane.

Le 26 juillet, une conférence organisée par les minorités ethniques pour préparer les discussions de paix de Panglong a commencé à Mai Ja Yang, dans l'État Kachin, et devrait s'être étendue sur 4 jours. Observée par la Chine et les Nations Unies, elle devait permettre aux groupes armés ethniques de se mettre d'accord sur leurs demandes et intérêts communs, en vue des négociations de Panglong. Ils souhaitent notamment trouver des accords sur la construction de l'état fédéral, les questions de sécurité nationale et de défense, et le dialogue politique, mais aussi adopter un guide qui permette d'interpréter la conférence elle-même.

Critiquée par l'armée qui aurait préféré qu'elle n'ait pas lieu, la conférence de Mai Ja Yang regroupe finalement 17 groupes ethniques armés ainsi que les partis politiques ethniques et les organisations de femmes qui œuvrent pour la paix. Les armées kokang et ta'ang, exclues de fait des négociations du mois d'août, ont renoncé à y assister « pour ne pas que les discussions s'attardent sur leur cas et ne retardent le processus de paix ». Dans le cas de l'armée ta'ang, il s'agit également d'éviter l'armée shan du sud, avec laquelle elle est en conflit.

La conférence s'est achevée sur « une note ambivalente ». Les leaders ethniques réunis ont indiqué qu'ils se présenteraient à la conférence de paix uniquement si cette dernière incluait l'ensemble des groupes ethniques armés du pays. Ils ont également formulé plusieurs requêtes sur l'avenir de la Birmanie : ils souhaitent notamment que le pays prenne la forme d'une véritable union fédérale, et que l'armée soit placée sous « contrôle civil ».

